

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**FRANSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FRANÇAISE**

**MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

F. 2001 — 150

[S - C - 2001/29005]

**12 DECEMBRE 2000. — Décret définissant la formation initiale des instituteurs et des régents (1)**

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

*CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Champ d'application et définitions*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret s'applique aux sections de l'enseignement supérieur pédagogique des hautes écoles conduisant au diplôme d'instituteur préscolaire, d'instituteur primaire et de régent, organisées ou subventionnées par la Communauté française.

Seule est autorisée la spécialisation en orthopédagogie dont le diplôme est délivré au terme d'une année d'études conformément à l'article 16 du décret du 26 avril 1999 portant création de nouvelles études dans les hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française.

**Art. 2.** Pour l'application du présent décret, il faut entendre par :

Décret : le décret de la Communauté française du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles.

Décret-missions : le décret de la Communauté française du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre.

Instituteur préscolaire : membre du personnel diplômé de la section normale préscolaire.

Instituteur primaire : membre du personnel diplômé de la section normale primaire.

Régent : membre du personnel qui est agrégé de l'enseignement secondaire inférieur.

Grille de référence : énumération des grands domaines impliqués dans la formation disciplinaire et interdisciplinaire des enseignants.

Activités d'enseignement de type A : activités d'enseignement qui regroupent les étudiants de l'ensemble des sections d'enseignement normal.

Activités d'enseignement de type B : activités d'enseignement qui sont données aux étudiants d'une même section.

Activités d'enseignement de type C : activités d'enseignement à caractère pratique organisées en groupes réduits. Elles sont constituées par les ateliers de formation professionnelle et les activités de séminaire.

*CHAPITRE 2. — Objectifs, axes et contenus de la formation*

**Art. 3.** En référence au décret-missions, la Communauté française, pour l'enseignement qu'elle organise, et tout pouvoir organisateur, pour l'enseignement subventionné, poursuivent comme objectif dans la formation des instituteurs préscolaires, des instituteurs primaires et des régents d'amener chaque étudiant à développer les treize compétences suivantes :

1. Mobiliser des connaissances en sciences humaines pour une juste interprétation des situations vécues en classe et autour de la classe et pour une meilleure adaptation aux publics scolaires;
2. Entretenir avec l'institution, les collègues et les parents d'élèves des relations de partenariat efficaces;
3. Etre informé sur son rôle au sein de l'institution scolaire et exercer la profession telle qu'elle est définie par les textes légaux de référence;
4. Maîtriser les savoirs disciplinaires et interdisciplinaires qui justifient l'action pédagogique;
5. Maîtriser la didactique disciplinaire qui guide l'action pédagogique;
6. Faire preuve d'une culture générale importante afin d'éveiller l'intérêt des élèves au monde culturel;
7. Développer les compétences relationnelles liées aux exigences de la profession;
8. Mesurer les enjeux éthiques liés à sa pratique quotidienne;
9. Travailler en équipe au sein de l'école;
10. Concevoir des dispositifs d'enseignement, les tester, les évaluer et les réguler;
11. Entretenir un rapport critique et autonome avec le savoir scientifique passé et à venir;
12. Planifier, gérer et évaluer des situations d'apprentissage;
13. Porter un regard réflexif sur sa pratique et organiser sa formation continuée.

**Art. 4.** Les activités d'enseignement nécessaires pour atteindre les objectifs de formation des étudiants inscrits dans les sections d'instituteur préscolaire, d'instituteur primaire et de régent comportent les mêmes axes.

Ces axes sont constitués par :

1. L'appropriation des connaissances socioculturelles comportant au moins 165 heures;
2. L'appropriation d'une démarche scientifique et d'attitudes de recherche comportant au moins 60 heures;
3. La maîtrise des connaissances disciplinaires et interdisciplinaires comportant au moins 900 heures;
4. L'appropriation des connaissances socio-affectives et relationnelles comportant au moins 120 heures;
5. La maîtrise des connaissances pédagogiques comportant au moins 160 heures;
6. Le savoir-faire comportant au moins 600 heures.

Les activités d'enseignement comprennent en outre des activités interdisciplinaires de construction de l'identité professionnelle comportant au moins 120 heures.

**Art. 5.** Les connaissances socioculturelles comprennent :

1. la sociologie de l'éducation et l'histoire de l'institution scolaire;
2. l'approche théorique de la diversité culturelle;
3. la politique de l'éducation;
4. une initiation aux arts et à la culture;
5. la philosophie et l'histoire des religions.

**Art. 6.** L'appropriation d'une démarche scientifique et d'attitudes de recherche comporte :

1. une initiation à la recherche documentaire;
2. des notions d'épistémologie des disciplines;
3. une initiation à la recherche en éducation;
4. la réalisation d'un travail de fin d'études.

**Art. 7.** La maîtrise de connaissances disciplinaires et interdisciplinaires correspond à trois aspects :

1. la maîtrise écrite et orale de la langue française dont doivent faire preuve tous les enseignants;
2. la connaissance approfondie et interdisciplinaire de toutes les matières que leur titre les autorise à enseigner;
3. les outils didactiques spécifiques à la discipline ou au champ disciplinaire. Ils sont notamment formés à utiliser de façon critique et à exploiter sur le plan pédagogique les médias et les technologies de l'information et de la communication.

Tous les contenus disciplinaires, interdisciplinaires et didactiques sont développés dans le but de former les étudiants à une maîtrise qui les rende aptes à rencontrer les exigences des socles de compétences, des compétences terminales et des profils de formation correspondant aux niveaux de leurs futurs élèves et à s'y adapter en permanence.

Afin de garantir la cohérence entre les formations et de faciliter la mobilité des étudiants notamment par l'utilisation des passerelles, les programmes d'études des départements pédagogiques des hautes écoles respectent des grilles de référence.

**Art. 8.** Les connaissances socio-affectives et relationnelles concernent :

1. la psychologie de la relation et de la communication;
2. la technique de gestion de groupes;
3. la psychologie du développement;
4. l'expression orale.

**Art. 9.** Les connaissances pédagogiques comprennent :

1. l'évaluation des apprentissages;
2. l'étude critique des grands courants pédagogiques;
3. la psychologie des apprentissages.

**Art. 10.** Le savoir-faire repose sur l'articulation de la théorie et de la pratique. Il s'acquiert dans les ateliers de formation professionnelle et en effectuant des stages pratiques d'enseignement en situation réelle.

Les ateliers de formation professionnelle proposent aux étudiants un ensemble d'activités susceptibles de faire émerger des compétences méthodologiques et un regard réflexif sur celle-ci. Ils leur permettent d'expérimenter, d'observer et d'analyser les différentes composantes de la profession.

Les stages en situation réelle sont organisés dans les trois années d'études. En première année, ils consistent en activités d'observation participante, en accompagnant le maître de stage. En 2<sup>e</sup> et en 3<sup>e</sup> année, l'étudiant prend effectivement en charge une classe.

Les étudiants effectuent leurs stages par équipe de deux personnes minimum au sein d'une même implantation.

**Art. 11.** Les activités interdisciplinaires de construction de l'identité professionnelle sont toujours couplées avec un stage ou une activité pratique.

Elles sont organisées à raison de deux par année académique. Elles concernent, en première année, l'identité enseignante et le dossier de l'enseignant, en deuxième année, l'ouverture de l'école sur l'extérieur et l'éducation à la diversité culturelle. En troisième année, la déontologie de la profession et l'élaboration du projet professionnel.

**Art. 12.** Les hautes écoles disposent d'un volume d'heures réservées à des activités d'enseignement qu'elles déterminent en toute autonomie.

**Art. 13.** Dans les sections normales préscolaire et/ou primaire peuvent être organisés à option, les modules suivants :

1. Un module d'information de 15 heures sur l'enseignement spécial constitué par une information sur l'organisation et le fonctionnement de l'enseignement spécial et des notions de pédagogie adaptées aux élèves qui le fréquentent. Les étudiants des sections normales préscolaire et primaire qui s'y inscrivent effectuent un de leurs stages dans l'enseignement spécial.

2. Un module de 60 heures de formation à la didactique de la morale dans les hautes écoles non confessionnelles et de la religion dans les hautes écoles confessionnelles. La réussite de ce module conduit à un certificat constitutif du titre pour enseigner ces cours dans l'enseignement primaire.

3. Un module de 60 heures de formation à la didactique de la deuxième langue dans la section normale primaire.

#### CHAPITRE 3. — *L'organisation de l'enseignement*

**Art. 14.** L'enseignement supérieur pédagogique des hautes écoles, organisé ou subventionné par la Communauté française, sanctionné par les grades d'instituteur(trice) préscolaire, d'instituteur(trice) primaire et d'agrégé(e) de l'enseignement secondaire inférieur est dispensé en un cycle de trois années d'études.

Il comporte quatre sections, à savoir :

1. la section normale préscolaire;
2. la section normale primaire;
3. la section normale secondaire;
4. la section normale technique moyenne.

**Art. 15.** Les stages sont des activités pédagogiques pratiques en situation réelle.

Le travail de fin d'études est une production écrite personnelle et originale par laquelle l'étudiant de troisième année utilise ses acquis dans le cadre particulier du sujet qu'il a choisi de développer et de la recherche qu'il mène à ce propos. Il donne lieu à une présentation orale.

#### CHAPITRE 4. — *L'encadrement des activités d'enseignement*

**Art. 16.** Les activités d'enseignement organisées dans le cadre de la formation initiale des instituteurs préscolaires, des instituteurs primaires et des régents sont encadrées par des maîtres assistants, chargés de cours, chefs de travaux ou professeurs et par des maîtres de formation pratique possédant les titres de capacité exigés pour l'exercice de la fonction et répondant aux exigences d'expérience utile du métier consécutives au titre.

**Art. 17.** Les cours de type A et les cours de type B sont encadrés par des enseignants exerçant une fonction de maître assistant, chargé de cours, chef de travaux ou professeur.

**Art. 18.** Les ateliers de formation professionnelle sont assurés par des maîtres assistants, chargés de cours, chefs de travaux ou professeurs titulaires de la formation pédagogique pour un tiers, ceux qui sont chargés de la formation disciplinaire pour un tiers et des maîtres de formation pratique pour un tiers. Ils sont amenés à intervenir tantôt séparément, tantôt par équipe de deux ou de trois enseignants. Les maîtres de formation pratique sont engagés pour au maximum un mi-temps par la haute école et exercent au moins un mi-temps dans l'enseignement fondamental ou secondaire inférieur.

**Art. 19.** L'encadrement des activités de séminaire, en relation avec les techniques de gestion de groupes et les activités interdisciplinaires de construction de l'identité professionnelle, est assuré par des maîtres assistants, chargés de cours, chefs de travaux ou professeurs. Il peut aussi être confié à des experts extérieurs. Ceux-ci sont engagés de manière temporaire comme membres du personnel contractuel. Ils ne sont pas soumis aux exigences décretales de titres.

**Art. 20.** L'accompagnement des stages est assuré par les maîtres assistants, chargés de cours, chefs de travaux ou professeurs de la haute école, et par les maîtres de stage.

A partir de la 2<sup>e</sup> année, les maîtres assistants, chargés de cours, chefs de travaux ou professeurs titulaires de la formation pédagogique d'une part, ceux qui sont chargés de la formation disciplinaire d'autre part supervisent chaque étudiant à raison d'au moins une visite par semaine de stage. Ces prestations sont valorisées dans leur horaire, notamment proportionnellement au nombre d'étudiants visités.

Les maîtres de stage qui accueillent dans leur classe des étudiants de 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> année sont agréés par les autorités de la haute école dans le cadre de l'accord de collaboration défini à l'article 23 du présent décret. Elles peuvent leur assurer une formation complémentaire.

**Art. 21.** La supervision du travail de fin d'études est assurée par les maîtres assistants, chargés de cours, chefs de travaux ou professeurs. La guidance du travail de fin d'études est valorisée à leur horaire en proportion du nombre d'étudiants de 3<sup>e</sup> année qu'ils supervisent.

**Art. 22.** Les collaborations établies en vertu de l'article 92 du décret donnent lieu à l'établissement de contrats de coopération explicites entre les institutions.

**Art. 23.** Dans le cadre de l'article 92 du décret, des accords de collaboration sont établis entre les départements pédagogiques des hautes écoles et des établissements d'enseignement fondamental et d'enseignement secondaire pour l'organisation des stages des étudiants. Dans le cadre de ces accords de collaboration, des dérogations motivées peuvent être prévues à l'alinéa 4 de l'article 10. Les autorités de la haute école veillent à diversifier au maximum leurs partenaires, afin que les situations de stage rencontrent le plus de situations professionnelles possibles.

CHAPITRE 5. — *Les sous-sections du régentat et les titres délivrés*

**Art. 24.** Dans la section normale secondaire, les sous-sections suivantes sont organisées :

1. Arts plastiques;
2. Education physique;
3. Français et français langue étrangère;
4. Français et morale;
5. Français et religion;
6. Langues germaniques;
7. Mathématiques;
8. Sciences : biologie, chimie, physique;
9. Sciences économiques et sciences économiques appliquées;
10. Sciences humaines : histoire, géographie, sciences sociales.

La grille de référence des sous-sections "langues germaniques" et "éducation physique" comporte des heures de formation destinées à former les futurs régents à enseigner aux élèves de l'enseignement primaire.

**Art. 25.** Dans la section normale technique moyenne, les sous-sections suivantes sont organisées :

1. Bois - Construction;
2. Economie familiale et sociale;
3. Electromécanique;
4. Habillement.

**Art. 26.** Des modules d'information de 15 heures sur l'enseignement spécial d'une part et sur l'enseignement de promotion sociale d'autre part peuvent être organisés à destination des étudiants qui le souhaitent.

Le premier est constitué par une information sur l'organisation et le fonctionnement de l'enseignement spécial et des notions de pédagogie adaptées aux élèves qui le fréquentent. Le second est constitué par une information sur l'organisation et le fonctionnement de l'enseignement de promotion sociale et des notions de pédagogie adaptées aux adultes.

Les étudiants des sections normales secondaire et technique moyenne qui s'y inscrivent effectuent un de leurs stages dans l'enseignement correspondant.

CHAPITRE 6. — *Dispositions complémentaires, abrogatoires, modificatives, transitoires et finales*

**Art. 27.** Au terme de leurs études, les diplômés instituteurs et régents prononcent publiquement, au cours d'une cérémonie organisée par les autorités de la haute école, le Serment de Socrate au terme duquel ils s'engagent à mettre toutes leurs forces et toute leur compétence au service de l'éducation de tous les élèves qui leur seront confiés.

La mention de cet engagement est apposée sur leur diplôme.

**Art. 28.** Un encadrement spécifique du début de carrière des nouveaux diplômés est organisé à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2004, suivant des modalités qui seront fixées par le Gouvernement.

**Art. 29.** Le Gouvernement détermine pour le présent décret :

1. Le volume des activités d'enseignement mentionnées dans les articles 4 à 12 et les années d'études dans lesquelles elles sont organisées;
2. Les grilles de référence de la formation disciplinaire et interdisciplinaire prévues dans l'article 7, alinéa 3, après avoir pris l'avis du Conseil général des hautes écoles;
3. Les conditions particulières du recrutement des maîtres de formation pratique prévus dans les articles 15 et 17;
4. Les modalités de rémunération et d'exercice de la fonction des maîtres de stage définis à l'article 20, alinéa 3;
5. L'agrément par le Gouvernement des accords de collaboration visés aux articles 22 et 23.

**Art. 30.** Les lois sur l'enseignement normal, coordonnées le 30 avril 1957, sont abrogées.

**Art. 31.** Le décret du 2 décembre 1982 relatif à la formation initiale des enseignants est abrogé.

**Art. 32.** L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 15 septembre 1989 fixant la structure et la classification des études de type court dans l'enseignement supérieur pédagogique est abrogé.

**Art. 33.** Dans l'article 9, § 2, du décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignant des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, le diplôme d'instituteur(trice) maternel(le) est remplacé par le diplôme d'instituteur(trice) préscolaire.

**Art. 34.** Dans l'article 15, 2<sup>e</sup> alinéa, du décret, le terme instituteur(trice) maternel(le) est remplacé par le terme instituteur(trice) préscolaire.

**Art. 35.** Dans l'article 14, § 2, du décret, les mots "dans le respect des dispositions légales, décrétales et réglementaires" sont insérés entre les mots "déterminer" et "par le projet pédagogique, social et culturel".

**Art. 36.** A l'article 92, § 1<sup>er</sup>, du même décret, les mots "issus du monde professionnel" sont remplacés par "issus du monde professionnel et culturel".

**Art. 37.** La nouvelle formation initiale des instituteurs et des régents est mise en place, année académique par année académique, à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2001. Les étudiants qui ont entamé leur formation dans le système antérieur et qui sont amenés à recommencer une année d'études entrent dans le nouveau système. La possibilité d'être dispensés de certains cours et la récupération de matières nouvelles sont décidés par les autorités de la haute école.

**Art. 38.** Le décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2001.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 12 décembre 2000.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,

H. HASQUIN

Le Ministre du Budget, de la Culture et des Sports,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance,  
chargé de l'Enseignement fondamental, de l'accueil et des missions confiées à l'O.N.E.,

J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,

P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique,

Mme F. DUPUIS

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,

R. MILLER

Le Ministre de la Jeunesse, de la Fonction publique  
et de l'Enseignement de Promotion sociale,

W. TAMINIAUX

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,

Mme N. MARECHAL

—  
Note

(1) Session 2000-2001.

*Documents du Conseil.* - Projet de décret, n° 109-1 - Amendements de commission, n° 109. - 2. Rapport, n° 109-3. - Amendements de séance, n° 109-4.

*Comptes rendus intégraux.* - Discussion. Séances du 11 décembre 2000. - Adoption. Séance du 12 décembre 2000.

—  
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2001 — 150

[C — 2001/29005]

**12 DECEMBER 2000.** — Decreet tot vastlegging van de initiële opleiding van onderwijzers en regenten (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen wat volgt :

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied en definities*

**Artikel 1.** Dit decreet is van toepassing op alle afdelingen uit het hoger pedagogisch onderwijs van de hogescholen die leiden tot het diploma van kleuteronderwijzer, onderwijzer en regent, ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Enkel de specialisatie in orthopedagogie is toegelaten waarvan het diploma wordt uitgereikt na een studiejaar en dit overeenkomstig artikel 16 van het decreet van 26 april 1999 tot invoering van nieuwe studies in de hogescholen die zijn ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit decreet dient men te verstaan onder :

Decreet : het decreet van de Franse Gemeenschap van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen.

Decreet-taken : het decreet van de Franse Gemeenschap van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren.

Kleuteronderwijzer : personeelslid dat een diploma heeft van de normaalafdeling kleuteronderwijs.

Onderwijzer : personeelslid dat een diploma heeft van de normaalafdeling lager onderwijs.

Regent : personeelslid dat geaggregeerd is voor het lager secundair onderwijs.

Referentierooster : opsomming van de grote domeinen die vervat zitten in de disciplinaire en interdisciplinaire vorming van de leerkrachten.

Onderwijsactiviteiten van het type A : onderwijsactiviteiten voor de studenten van alle afdelingen uit het normaalonderwijs.

Onderwijsactiviteiten van het type B : onderwijsactiviteiten voor studenten van eenzelfde afdeling.

Onderwijsactiviteiten van het type C : onderwijsactiviteiten van praktische aard voor kleine groepen. Deze activiteiten vinden plaats in de vorm van werkgroepen voor beroepsopleiding en seminaries.

HOOFDSTUK 2. — *Doelstellingen, krachtlijnen en inhoud van de opleiding*

**Art. 3.** De Franse Gemeenschap, voor het onderwijs dat zij inricht, en ieder andere inrichtende macht, voor het gesubsidieerd onderwijs, streven ernaar bij de opleiding van kleuteronderwijzers, onderwijzers en regenten, hierbij verwijzend naar het decreet-taken, de volgende dertien vaardigheden te ontplooien bij de studenten :

1. Kennis vergaren in menswetenschappen voor een correcte interpretatie van reële situaties in en buiten de klas voor een betere aanpassing aan de schoolbezoekers;
2. Met de instelling, collega's en ouders van leerlingen een doeltreffende samenwerkingsrelatie opbouwen;
3. Op de hoogte zijn van zijn rol binnen de school en zijn beroep uitoefenen zoals bepaald in de wettelijke referentieteksten;
4. Disciplinaire en interdisciplinaire kennis bezitten voor een verantwoord pedagogisch onderricht;
5. De kunst van het onderwijzen onder de knie hebben als leidraad bij het onderricht;
6. Blijk geven van een uitgebreide algemene cultuur teneinde de interesse bij de leerlingen voor het cultuurgebeuren aan te wakkeren;
7. Relatieve vaardigheden uitbouwen die nodig zijn voor de uitoefening van het beroep;
8. Goed inschatten welk belang de ethiek heeft bij het dagelijks onderricht;
9. Werken in teamverband binnen de school;
10. Onderwijsmethoden uitdokteren, deze toetsen, evalueren en in overeenstemming brengen met de voorschriften;
11. Een kritische en autonome houding aannemen ten overstaan van de wetenschappelijke kennis van vroeger en deze van morgen;
12. Leersituaties plannen, ten uitvoer brengen en evalueren;
13. Bezinnen over het onderricht en zich blijven bijscholen.

**Art. 4.** De onderwijsactiviteiten die noodzakelijk zijn om de doelstellingen te bereiken voor de vorming van de studenten die zijn ingeschreven in de afdelingen kleuteronderwijzer, onderwijzer en regent berusten op dezelfde krachtlijnen.

Deze krachtlijnen bestaan in :

1. het bijbrengen van socioculturele kennis (minstens 165 uren);
2. het aanleren van een wetenschappelijke ingesteldheid en onderzoeksgerichte houding (minstens 60 uren);
3. het vergaren van disciplinaire en interdisciplinaire kennis (minstens 900 uren);
4. het bijbrengen van socio-affectieve en relationele kennis (minstens 120 uren);
5. het aanleren van pedagogische vaardigheden (minstens 160 uren);
6. de know-how (minstens 600 uren).

Daarnaast bevatten deze onderwijsactiviteiten ook nog interdisciplinaire activiteiten met betrekking tot de vorming van een beroepsidentiteit (minstens 120 uren).

**Art. 5.** De socioculturele kennis omvat :

1. de sociologie van de opvoeding en de geschiedenis van de school;
  2. de theoretische benadering van de culturele verscheidenheid;
- het onderwijsbeleid;
3. een inleiding tot de kunst en cultuur;
  4. de filosofie en geschiedenis van de godsdiensten.

**Art. 6.** Het aanleren van een wetenschappelijke ingesteldheid en onderzoeksgerichte houding omvat :

1. een inleiding tot het documentair onderzoek;
2. begrippen uit de kennisleer van de disciplines;
3. een inleiding tot het onderzoek in de opvoeding;
4. het maken van een eindwerk.

**Art. 7.** Het vergaren van disciplinaire en interdisciplinaire kennis bestaat uit drie luiken :

1. Alle leerkrachten moeten blijk geven van een gedegen schriftelijke en mondelinge kennis van het Frans;
2. Een grondige en interdisciplinaire kennis van alle vakken die ze mogen onderwijzen;
3. De specifieke didactische hulpmiddelen van de discipline of het disciplinair gebied. Ze zijn met name gevormd om op kritische wijze de media en de informatie- en communicatietechnologieën te gebruiken en deze opvoedkundig uit te buiten;

Alle disciplinaire, interdisciplinaire en didactische hulpmiddelen worden ontwikkeld met als doel de studenten zodanig op te leiden dat ze voldoen aan de vereisten van de bekwaamheidsniveaus, de eindtermen en de opleidingsprofielen die overeenstemmen met de niveaus van de toekomstige leerlingen en dat ze zich hieraan voortdurend aanpassen.

Om samenhang te garanderen tussen deze opleidingen en de mobiliteit van de studenten te vereenvoudigen, met name door het gebruik van overstapmogelijkheden, eerbiedigen de studieprogramma's van de pedagogische departementen van de hogescholen de referentieroosters.

**Art. 8.** De socio-affectieve en relationele vaardigheden omvatten :

1. de psychologie van de relatie en van de communicatie;
2. de techniek voor het leiden van groepen;
3. de psychologie van de ontwikkeling;

4. de mondelinge expressie.

**Art. 9.** De pedagogische vaardigheden omvatten :

1. de evaluatie van de vorming;
2. de kritische studie van de grote pedagogische stromingen;
3. de psychologie van het leerproces.

**Art. 10.** De know-how berust op de samenhang tussen theorie en praktijk. Deze know-how wordt aangeleerd in de workshops voor beroepsopleidingen en via onderwijsstages in het dagelijkse leven.

De workshops voor beroepsopleiding bieden aan de studenten een waaier aan activiteiten die de zin voor methodologie en de bezinning hieromtrent losweken. Hierdoor kunnen de studenten met de verschillende onderdelen van het beroep experimenteren, deze observeren en analyseren.

De stages in het dagelijks leven worden in de drie studiejaar georganiseerd. In het eerste jaar bestaan deze stages uit actieve observatie-activiteiten door de stagemeeester te begeleiden. In het tweede en derde jaar staat de student volledig alleen voor de klas.

De studenten lopen hun stages in groepjes van minimum twee personen in dezelfde inrichting.

**Art. 11.** De interdisciplinaire activiteiten voor de vorming van een beroepsidentiteit zijn steeds gekoppeld aan een stage of een praktijkoefening.

Deze worden georganiseerd naar rata van twee activiteiten per academiejaar. Zij hebben, in het eerste jaar, betrekking op de identiteit van de leerkracht en op het dossier van de leerkracht, in het tweede jaar, op de ontsluiting van de school naar buiten toe en het onderricht in de culturele verscheidenheid en, in het derde jaar, de deontologie van het beroep en de uitwerking van het beroepsproject.

**Art. 12.** De hogescholen beschikken over een aantal uren voorbehouden aan onderwijsactiviteiten die zij geheel vrij invullen.

**Art. 13.** In de normaalafdelingen kleuteronderwijs en/of lager onderwijs kunnen de volgende modules optioneel georganiseerd worden :

1. een informatiemodule van 15 uren over het bijzonder onderwijs bestaande uit een toelichting over de organisatie en de werking van het bijzonder onderwijs en van de begrippen opvoedkunde die zijn aangepast aan de leerlingen dit in dit onderwijs schoollopen. De studenten van de normaalafdelingen kleuter- en lager onderwijs die zich hiervoor inschrijven, lopen één van hun stages in het bijzonder onderwijs.

2. een module van 60 uren opleiding moraaldidactiek in de non-confessionele hogescholen en godsdienstdidactiek in de confessionele hogescholen. Het wetslagen voor deze module geeft uitzicht op een constitutief attest voor de titel om deze vakken te mogen onderwijzen in het lager onderwijs.

3. een module van 60 uren opleiding in de didactiek in de tweede taal in de normaalafdeling lager onderwijs.

### HOOFDSTUK 3. — *De organisatie van het onderricht*

**Art. 14.** Het pedagogisch hoger onderwijs van de hogescholen, ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, bekrachtigd door de graden van kleuteronderwijzer(es), van onderwijzer(es) en van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs wordt verstrekt in een cyclus van drie studiejaar.

Het bestaat uit vier afdelingen, met name :

1. de normaalafdeling kleuteronderwijs;
2. de normaalafdeling lager onderwijs;
3. de normaalafdeling secundair onderwijs;
4. de gemiddelde technische normaalafdeling.

**Art. 15.** De stages zijn praktische pedagogische activiteiten in het echte leven.

Het eindwerk is een persoonlijk en origineel geschreven werk waarin de derdejaarsstudent al zijn kennis bundelt rondom één bepaald onderwerp dat hij wil uiteenzetten en rondom het onderzoek dat hij hierbij voert. Dit eindwerk wordt mondeling verdedigd.

### HOOFDSTUK 4. — *De begeleiding van de onderwijsactiviteiten*

**Art. 16.** De onderwijsactiviteiten die worden georganiseerd in het raam van de initiële opleiding van kleuteronderwijzers, onderwijzers en regenten worden begeleid door meesters-assistenten, docenten, werkmeesters of professoren en door praktijkmeesters die de vereiste titels bezitten om dit ambt te kunnen vervullen en die voldoen aan de vereisten inzake de geschikte ervaring als gevolg van deze titel.

**Art. 17.** De vakken van type A en de vakken van type B worden begeleid door leerkrachten die het ambt vervullen van meester-assistent, docent, werkmeester of professor.

**Art. 18.** De workshops voor beroepsopleiding worden verzorgd door meesters-assistenten, docenten, werkmeesters of professoren die voor een derde een pedagogische opleiding hebben genoten, voor een derde belast zijn met de disciplinaire opleiding en voor een derde de praktijkmeesters. Zij worden geacht ofwel afzonderlijk, ofwel in team van twee of drie leerkrachten op te treden. De praktijkmeesters worden door de hogeschool aangeworven voor maximum een halfjaar betrekking en staan minstens halfjaar in het basis- of lager secundair onderwijs.

**Art. 19.** De begeleiding van de seminarie-activiteiten in verband met de technieken voor groepsbeheer en de interdisciplinaire activiteiten voor de vorming van de beroepsidentiteit gebeurt door meesters-assistenten, docenten, werkmeesters of professoren. Ze kan ook worden toevertrouwd aan externe deskundigen. Deze worden dan tijdelijk aangesteld als leden van het contractueel personeel en zijn niet onderworpen aan de decretale vereisten met betrekking tot de titels.

**Art. 20.** De stagebegeleiding gebeurt door meesters-assistenten, docenten, werkmeesters of professoren van de hogeschool en door de stagemeesters.

Vanaf het tweede jaar superviseren de meesters-assistenten, docenten, werkmeesters of professoren die een pedagogische vorming genoten hebben, enerzijds, deze die instaan voor de disciplinaire vorming, anderzijds, iedere student middels minstens één bezoek per stageweek. Deze prestaties worden beoordeeld in hun uurrooster, meer bepaald evenredig met het aantal bezochte studenten.

De stagemeesters die studenten in hun klas hebben uit het tweede en derde jaar, zijn erkend door het bestuur van de hogescholen overeenkomstig het samenwerkingsakkoord bepaald in artikel 23 van dit decreet. Het bestuur kan hen een bijkomende opleiding verzekeren.

**Art. 21.** Het toezicht op het eindwerk gebeurt door de meesters-assistenten, docenten, werkmeesters of professoren. De begeleiding van het eindwerk wordt bepaald op basis van hun uurrooster in verhouding tot het aantal derdejaarsstudenten die zij begeleiden.

**Art. 22.** De krachtens artikel 92 van het decreet tot stand gebrachte samenwerkingen geven aanleiding tot de opmaak van duidelijke samenwerkingscontracten tussen de instellingen.

**Art. 23.** In het raam van artikel 92 van het decreet worden samenwerkingsakkoorden gesloten tussen de pedagogische departementen van de hogescholen en de instellingen van het basis- en secundair onderwijs voor de organisatie van de stages van de studenten. In het raam van deze samenwerkingsakkoorden kunnen met reden omklede afwijkingen worden voorzien in het vierde lid van artikel 10. Het bestuur van de hogeschool zien er op toe zo veel mogelijk verschillende partners te kiezen, zodat de stages zo veel mogelijk verschillende beroepssituaties inhouden.

#### HOOFDSTUK 5. — *De onderafdelingen van het regentaat en de uitgereikte titels*

**Art. 24.** In de normaalafdeling secundair onderwijs kunnen volgende onderafdelingen worden ingericht :

1. plastische kunsten;
2. lichamelijke opvoeding;
3. Frans en Frans als vreemde taal;
4. Frans en zedenleer;
5. Frans en godsdienst;
6. Germaanse talen;
7. wiskunde;
8. wetenschappen : biologie, chemie, fysica;
9. economische wetenschappen en toegepaste economische wetenschappen;
10. menswetenschappen : geschiedenis, aardrijkskunde, sociale wetenschappen.

Het referentierooster van de onderafdelingen « Germaanse talen » en « lichamelijke opvoeding » bevat opleidingsuren gewijd aan de vorming van de toekomstige regenten op het onderwijzen aan leerlingen uit het lager onderwijs.

**Art. 25.** In de gemiddelde technische normaalafdeling kunnen de volgende onderafdelingen worden ingericht :

1. hout — bouw;
2. gezins- en sociale economie;
3. electromechanica;
4. kleding.

**Art. 26.** Informatiemodules van 15 uren over het bijzonder onderwijs enerzijds en over het onderwijs voor sociale promotie anderzijds kunnen worden georganiseerd voor de studenten die dit wensen.

De eerste module bestaat in een voorlichting over de organisatie en de werking van het bijzonder onderwijs en uit opvoedkundige begrippen die zijn aangepast aan de leerlingen die in dit onderwijs schoollopen. De tweede module bestaat in een voorlichting over de organisatie en de werking van het onderwijs voor sociale promotie en opvoedkundige begrippen aangepast aan volwassenen.

De studenten van de normaalafdeling secundair en gemiddeld technisch onderwijs die zich inschrijven lopen één van hun stages in het overeenstemmend onderwijs.

#### HOOFDSTUK 6. — *Bijkomende, opheffings-, wijzigings-, overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 27.** Op het einde van hun studies leggen de gediplomeerde onderwijzers en regenten in het openbaar, tijdens een plechtigheid die wordt georganiseerd door het bestuur van de hogeschool, de Eed van Socrates af volgens dewelke zij zich ertoe verbinden zich geheel in te zetten voor de opvoeding van al hun leerlingen.

De vermelding van deze verbintenis wordt op hun diploma aangebracht.



**Art. 28.** Vanaf 1 september 2004 wordt bij de aanvang van de loopbaan van de pas gediplomeerden een specifieke begeleiding georganiseerd volgens de wijzen die de Regering zal vastleggen.

**Art. 29.** De Regering bepaalt voor dit decreet :

1. het aantal onderwijsactiviteiten vermeld in artikelen 4 tot 12 en de studiejaren waarin deze worden gegeven;
2. de referentieroosters van de disciplinaire en interdisciplinaire opleiding voorzien in artikel 7, derde lid, na het advies van de Algemene Raad van de hogescholen te hebben ingewonnen;
3. de bijzondere aanwervingsvoorwaarden van de praktijkmeesters voorzien in artikelen 15 en 17;
4. de wijzen van bezoldiging en uitoefening van de functie van de stagemeesters voorzien in artikel 20, derde lid;
5. de erkenning, door de Regering, van de in artikelen 22 en 23 bedoelde samenwerkingsakkoorden.

**Art. 30.** De wetten op het normaalonderwijs, gecoördineerd op 30 april 1957, worden opgeheven.

**Art. 31.** Het decreet van 2 december 1982 betreffende de initiële opleiding van de leerkrachten wordt opgeheven.

**Art. 32.** Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 15 september 1989 tot vaststelling van de structuur en de rangschikking van de studies van het korte type in het pedagogisch hoger onderwijs wordt opgeheven.

**Art. 33.** In artikel 9, § 2, van het decreet van 8 februari 1999 betreffende de ambten en bekwaamheidsbewijzen van de leden van het onderwijzend personeel in de Hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, wordt in de Franse versie het diploma van « instituteur(trice) maternel(le) » vervangen door het diploma van « instituteur(trice) préscolaire ».

**Art. 34.** In artikel 15, tweede lid, van het decreet, wordt in de Franse versie het woord « instituteur(trice) maternel(le) » vervangen door het woord « instituteur(trice) préscolaire ».

**Art. 35.** In artikel 14, § 2, van hetzelfde decreet, worden de woorden « in naleving van de wettelijke, decretale en verordenende bepalingen » ingevoegd na de woorden « het project ».

**Art. 36.** In artikel 92, § 1, van hetzelfde decreet, worden de woorden « uit beroepskringen » vervangen door de woorden « uit de culturele en professionele wereld ».

**Art. 37.** De nieuwe initiële opleiding van de onderwijzers en regenten wordt, academiejaar per academiejaar, ingevoerd vanaf 1 september 2001. De studenten die hun opleiding hebben aangevangen tijdens het vorig stelsel en die een studiejaar dienen over te doen, vallen onder het nieuwe stelsel. Over de mogelijkheid om te worden vrijgesteld voor sommige vakken en het recupereren van nieuwe lessen beslist het bestuur van de hogeschool.

**Art. 38.** Het decreet treedt in werking op 1 september 2001.

Verklaren dit decreet, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* moet verschijnen.

Brussel, op 12 december 2000

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,  
H. HASQUIN

De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,  
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met Lager Onderwijs,  
het onthaal en de opdrachten aan O.N.E.,  
J-M NOLLET

De Minister van Secundair en Bijzonder Onderwijs,  
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,  
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,  
R. MILLER

De Minister van Jeugdzaken, Openbaar Ambt en Onderwijs voor sociale promotie,  
W. TAMINIAUX

De Minister van Jeugd- en Gezondheidszorg,  
Mevr. N. MARECHAL

—  
Nota

(1) *Zitting 2000-2001.*

*Documenten van de Raad.* — Ontwerpdecreet, nr. 109-1. — Amendementen van de Commissie, nr. 109-2. — Verslag, nr. 109-3. — Amendementen in de zitting, nr. 109-4.

*Integrale verslagen.* — Bespreking. Zittingen van 11 december 2000 - Aanneming. Zitting van 12 december 2000.